

Le judo sur la mauvaise pente

Contrainte de faire des économies, la Fédération française de judo se lance dans un vaste plan. Certaines mesures font déjà grincer des dents, mais le président, Stéphane Nomis, assume.

PAR SANDRINE LEFÈVRE

CELA FAIT QUATRE MOIS que Stéphane Nomis s'est assis dans le fauteuil de président de la Fédération française de judo. Les chantiers ne manquent pas, d'autant que l'institution va mal. Depuis dix ans, la courbe des licenciés est à la baisse (malgré deux pics post-IO en 2012 et 2016). La crise sanitaire – la pratique du judo est interdite depuis un an – a aggravé la situation, avec 184 000 licenciés en moins, soit une chute de 34 %.

Con séquence directe : environ 300 clubs ont été rayés de la carte. « Les activités sont à l'arrêt. On va malgré tout mettre en place notre plan de relance, destiné à capter de nouveaux licenciés », rassure Stéphane Nomis. Il y a urgence : 184 000 licenciés en moins, c'est une perte sèche de 4 millions d'euros (M€) pour une fédération récemment épinglée par la Cour des comptes, qui lui a notamment demandé « d'afficher les comptes tels qu'ils sont ».

Un budget réduit de 7 millions d'euros

Autrement dit « d'intégrer les pertes structurelles », liées notamment au Grand Dôme de Villebon-sur-Yvette, dans l'Essonne, et à l'Institut du judo. Cela fait quelques années déjà que la Fédération perd de l'argent. En 2020, le résultat



LP/FRÉDÉRIC DUGIT

net affichait - 6 M€. Cette année, le budget a été réduit de 7 M€, passant de 30 à 23 M€.

« On est là pour rétablir les comptes d'une fédération qui n'allait pas bien, pas pour embêter les gens », plaide le président Car, en interne, ça

commence à faire grincer des dents. « On a perdu sept salariés, on a fait des ruptures conventionnelles. » La plupart étaient marqués « proches de Jean-Luc Rougé », l'ancien président. Stéphane Nomis s'est également constitué une garde rapprochée, embauchant notamment un directeur général et un responsable des contenus vidéo, qui l'ont accompagné durant sa campagne. Il a ouvert beaucoup de chantiers. « Treize, précise-t-il. Et on a mis en place 50 des 120 actions que nous avions annoncées. On va vite. »

Les primes de résultats bientôt baissées ?

Trop, aux yeux de certains. Les cadres techniques ont vu leur complément de salaire (le « bonus » versé par la Fédération) baisser de 30 % en moyenne. Les sportifs de haut niveau seront reçus sur place demain. Une convocation qui passe mal. « J'aurais pu aller à l'Insep, mais leur maison, c'est le siège de la Fédération, il faut qu'ils se l'approprient. Et ils spéculent sur ce que je vais leur dire. » Il est question d'une diminution de l'aide sociale. Elle est versée par l'Agence nationale du sport (ANS), et celle-ci a décidé que les sportifs gagnant plus de 40 000 € par mois n'en bénéficieraient

plus. Au judo, la mesure entrera en vigueur après les JO, mais le président a choisi de l'annoncer dès maintenant.

La rumeur suggère aussi une baisse des primes de résultat. Stéphane Nomis assure que le sujet n'a pas été évoqué. Il a cependant l'idée d'appliquer le règlement de la Fédération internationale (ce que son prédécesseur ne faisait pas), qui veut que 20 % de la prime remportée par un judoka en tournoi aille à l'entraîneur. Le hic, c'est que les entraîneurs français sont des cadres d'Etat et qu'ils n'ont pas le droit de toucher de l'argent d'une fédération internationale, comme nous l'a précisé le ministère des Sports.

En patron d'entreprise, omni-présent « pour le moment », Stéphane Nomis pose tout sur la table. Y compris le dossier des violences sexuelles, qui a secoué la Fédération depuis fin octobre et entrainé la radiation d'un entraîneur du nord de la France. Sans oublier les contrats équipementiers négociés par Jean-Luc Rougé avant son départ. Mizuno et le Coq sportif avaient remporté les appels d'offres. Stéphane Nomis, estimant que les clauses n'étaient pas assez avantageuses, rediscute. Quitte, encore, à agacer la partie en face.

« Je me considère comme un chef d'orchestre, j'ai la vision et j'essaie de placer les bonnes personnes. » Il verrait bien le judo être la discipline qui ramènera le plus de médailles à la France aux JO de Tokyo. Resterait alors à faire fructifier les résultats pour redresser la Fédération.

Le patron du judo français verrait bien sa discipline être celle qui ramènera le plus de médailles à la France aux JO de Tokyo (illustration).



AFP/LAURENT LAIRYS